

Après le covid-19, les finances publiques d'après ?

Nos lecteurs recevront ce numéro de *Gestion & Finances Publiques* au moment où les craintes d'un rebond de la crise s'atténuent sans toutefois disparaître, et où une réflexion commence à s'amorcer sur les leçons à tirer du fonctionnement des services publics pendant la crise et sur les perspectives du « monde d'après ».

Il est peu de dire que les repères habituels des professionnels des finances publiques ont explosé : trois projet de lois de finances rectificatives en quelques semaines ; un déficit des administrations publiques qui passe de 2,1 % du PIB à 11,4 % et une dette de 98,5 % à 120,9 % ; des centaines de milliards déversés sur l'économie par les banques centrales, ce qui incite à réactualiser les idées de dette perpétuelle et de monnaie hélicoptère ; la perspective d'une crise économique et sociale qui relancera le débat sur les inégalités et la redistribution...

Votre revue n'a pas été épargnée par les difficultés. Les capacités d'adaptation de notre éditeur, les Éditions Lavoisier, ont permis de publier gratuitement le n° de mars-avril en ligne puis de le distribuer début juin. Mais les prochains numéros sortiront avec retard. Sur le contenu, diverses modifications de sommaires ont dû être opérées du fait des reports de colloques dont nous avions prévu de publier les actes, de la mobilisation des fonctionnaires de la DGFIP pour aider les entreprises et les ménages et des doubles charges des universitaires qui ont assurés la continuité pédagogique tout en gardant leurs enfants.

Malgré tout, *Gestion & Finances Publiques* continue et continuera de vous apporter les réflexions les plus actuelles des praticiens et des chercheurs.

D'abord, sur l'actualité immédiate : par exemple, sur les impacts de la crise sanitaire. Ensuite, sur les évolutions en cours : de prochains dossiers traiteront de la dette publique, du budget européen et de la gestion municipale. Enfin, sur l'avenir : nous préparons le colloque sur les « finances publiques au service du développement durable ? ».



Michel le Clainche,
rédacteur en chef